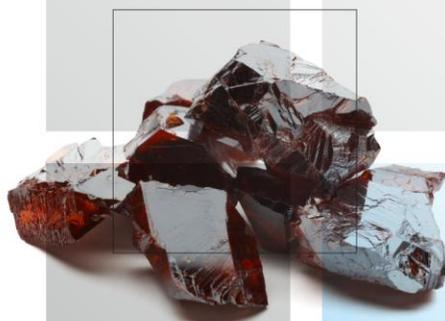




5N PLUS

Rapport de gestion

Périodes de trois et six mois
closes le 30 juin 2013



Le présent rapport de gestion analyse les résultats opérationnels et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de 2013 ainsi que les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») adoptées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), qui figurent dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*.

Le « deuxième trimestre de 2013 » et le « deuxième trimestre de 2012 » correspondent respectivement aux périodes de trois mois closes les 30 juin 2013 et 2012. Le « premier semestre de 2013 » et le « premier semestre de 2012 » correspondent respectivement aux périodes de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 30 juillet 2013, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent de façon importante des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, poursuites judiciaires, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 5N Plus de 2012 daté du 28 mars 2013 et à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur ne devrait pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles. Parmi les principaux produits, mentionnons entre autres les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les gains ou les pertes de change et au titre des dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ». Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de démarrage, et les coûts correspondants sont déduits des produits.

Faits saillants du deuxième trimestre et du premier semestre de 2013

- Le résultat net pour le deuxième trimestre de 2013 s'est établi à 34,3 M\$, soit 0,41 \$ par action, comparativement à (22,1) M\$, soit (0,30) \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2012. Le gain non récurrent comptabilisé au deuxième trimestre de 2013, qui découle du règlement du prix d'acquisition de MCP annoncé par la Société le 18 juin 2013, a été en partie contrebalancé par une charge de dépréciation des stocks de 10,2 M\$. Pour le premier semestre de 2013, le résultat net s'est établi à 39,8 M\$, soit 0,47 \$ par action, contre (17,2) M\$, soit (0,24) \$ par action, pour le premier semestre de 2012.
- La dette nette¹ a diminué pour s'établir à 84,7 M\$, par rapport à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012 et à 175,8 M\$ au 30 juin 2012. Le montant total de la dette a aussi diminué, se chiffrant à 102,5 M\$ par rapport à 148,4 M\$ au 31 décembre 2012 et à 187,6 M\$ au 30 juin 2012.
- Le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 6,5 M\$ au deuxième trimestre de 2013 et à 16,7 M\$ au premier semestre de 2013, par rapport à respectivement 5,6 M\$ et 22,5 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le BAIIA¹ a été de (3,6) M\$ au deuxième trimestre de 2013 et de 6,5 M\$ au premier semestre de 2013, par rapport à respectivement (20,5) M\$ et (3,6) M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- Les produits ont été de 112,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013 et de 231,0 M\$ pour le premier semestre de 2013, contre 140,1 M\$ et 302,3 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, suivant la tendance à la baisse des prix des produits de base sous-jacents.
- Le carnet de commandes¹ a diminué pour atteindre 153,3 M\$ au 30 juin 2013 par rapport à 189,0 M\$ il y a un an, suivant également la tendance à la baisse des prix des produits de base sous-jacents.
- Le 11 juin 2013, 5N Plus a annoncé qu'elle investira dans une nouvelle installation de produits chimiques à base de gallium, qui sera située en Corée du Sud, l'une des régions dont la croissance est la plus rapide en ce qui a trait à la fabrication de produits électroniques à l'échelle mondiale. Cette initiative vise à répondre à la demande croissante en gallium pour la fabrication des DEL en Asie du Nord-Est.
- Le 9 juillet 2013, 5N Plus a annoncé qu'elle avait signé une option exclusive visant l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation du capital d'AM&M Advanced Machine and Materials Inc. Cette société, dont le siège social est situé en Ontario, se spécialise dans la fabrication de poudres métalliques de taille micrométrique pouvant être utilisées dans plusieurs marchés de l'électronique, notamment ceux des poudres pour la soudure dont les exigences ne cessent de s'accroître, des poudres à base d'argent pour des interfaces à haute conductivité thermique et des poudres à base de CIGS pour les panneaux solaires à couches minces.

Le trimestre a été décisif pour 5N Plus, qui est parvenue à un accord avec les anciens actionnaires de MCP, donnant lieu à un gain associé au prix d'acquisition de MCP de 45,2 M\$, qui contrebalance en partie la dépréciation comptabilisée au dernier trimestre de 2012. Cela met fin à une période très difficile pour bon nombre des employés et des parties prenantes de la Société, que 5N Plus souhaite remercier pour leur soutien. La Société peut maintenant passer à autre chose et concentrer ses efforts sur son principal objectif, celui d'accroître la valeur pour ses actionnaires.

Comme au trimestre précédent, la demande est demeurée solide pour la plupart des produits, mais le carnet de commandes, les produits et les marges ont subi les répercussions du recul des prix des produits de base sous-jacents. Les marchés dans lesquels 5N Plus évolue continuent d'être extrêmement concurrentiels, à la fois pour la Société elle-même et pour ses clients, ce qui entraîne une diminution des prix. Dans le secteur Matériaux électroniques, la surcapacité et les stratégies agressives de détermination des prix nuisent considérablement au marché de l'énergie solaire et à celui des DEL, en réduisant les marges dans toute la chaîne de valeur. Dans le secteur Matériaux écologiques, le recul des prix du bismuth et du sélénium a eu une incidence négative sur les marges au cours du trimestre et a aussi forcé la Société à déprécier à nouveau la valeur de ses stocks, de 10,1 M\$, pour les ramener à leur valeur de réalisation nette, conformément aux dispositions des IFRS.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Dans ce contexte, 5N Plus continue de se concentrer sur l'amélioration de son efficacité et sur la réduction de ses coûts et de son fonds de roulement, dans l'optique de renforcer ses marges et ses flux de trésorerie. La Société avance également dans la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés, soit d'accroître les occasions à valeur ajoutée, avec l'acquisition prévue d'AM&M et de sa technologie unique de fabrication de poudres métalliques, et d'élargir ses activités commerciales en Asie, avec l'annonce de nouvelles activités de production et d'un partenariat en Corée. 5N Plus est confiante que ces initiatives et l'accent qu'elle met sur la réduction de ses coûts et l'amélioration de son efficacité garantiront la rentabilité à long terme de la Société et l'optimisation de la valeur pour ses actionnaires.

Résumé des résultats

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012
	\$	\$	\$	\$
Produits	112 637	140 076	231 026	302 311
Charges opérationnelles	(106 094)	(134 482)	(214 368)	(279 850)
BAlIA ajusté ¹	6 543	5 594	16 658	22 461
Dépréciation des stocks	(10 182)	(26 068)	(10 182)	(26 068)
BAlIA	(3 639)	(20 474)	6 476	(3 607)
Gain lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	(45 188)	-	(45 188)	-
Coûts du litige et coûts de restructuration	2 233	908	3 244	1 386
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	1 821	2 418	5 133	5 415
Pertes (gains) de change et au titre des dérivés	1 308	630	(1 709)	2 312
Amortissement	2 298	5 183	5 142	10 281
Résultat avant impôt sur le résultat	33 889	(29 613)	39 854	(23 001)
Impôt sur le résultat	(392)	(7 551)	35	(5 830)
Résultat net	34 281	(22 062)	39 819	(17 171)
Résultat de base par action	0,41 \$	(0,30)\$	0,47 \$	(0,24) \$
Résultat dilué par action	0,41 \$	(0,30)\$	0,47 \$	(0,24) \$

Produits par secteur

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Variation (%)	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	42 788	54 763	-22 %	91 144	128 128	-29 %
Secteur Matériaux écologiques	69 849	85 313	-18 %	139 882	174 183	-20 %
Total des produits	112 637	140 076	-20 %	231 026	302 311	-24 %

La demande solide pour les produits de la Société a été contrebalancée par le recul des prix des produits de base sous-jacents, qui s'est répercuté sur les produits opérationnels dans les deux secteurs. Au deuxième trimestre de 2013, les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 42,8 M\$, en baisse de 22 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits du secteur Matériaux écologiques se sont quant à eux établis à 69,9 M\$, en baisse de 18 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de 2013, les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 91,1 M\$, en baisse de 29 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, et les produits du secteur Matériaux écologiques se sont établis à 139,9 M\$, en baisse de 20 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces diminutions sont principalement attribuables au recul des prix des produits de base sous-jacents.

Résultat net et résultat net ajusté

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Variation (%)	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Résultat net	34 281	(22 062)	255 %	39 819	(17 171)	332 %
Résultat net de base par action	0,41 \$	(0,30) \$	237 %	0,47 \$	(0,24) \$	296 %
Résultat net ajusté	959	(1 911)	150 %	7 255	3 339	117 %
Résultat net de base ajusté par action	0,01 \$	(0,03) \$	133 %	0,09 \$	0,04 \$	125 %

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour le deuxième trimestre de 2013, le résultat net s'est établi à 34,3 M\$, soit 0,41 \$ par action, et le résultat net ajusté, à 1,0 M\$, soit 0,01 \$ par action, en regard de respectivement (22,1) M\$, soit (0,30) \$ par action, et (1,9) M\$, soit (0,03) \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le gain non récurrent de 45,2 M\$ comptabilisé au deuxième trimestre de 2013, découlant du règlement du prix d'acquisition de MCP à la suite de l'accord conclu avec ses anciens actionnaires qui a été annoncé le 18 juin 2013, a été en partie contrebalancé par le recul des prix des produits de base sous-jacents et une charge de dépréciation des stocks de 10,2 M\$, se rapportant principalement au bismuth et au sélénium. Au deuxième trimestre de 2012, la Société avait inscrit une charge de dépréciation des stocks de 26,1 M\$, se rapportant principalement au gallium, au tellure et au sélénium.

Pour le premier semestre de 2013, le résultat net s'est établi à 39,8 M\$, soit 0,47 \$ par action, et le résultat net ajusté s'est établi à 7,3 M\$, soit 0,09 \$ par action, contre respectivement (17,2) M\$, soit (0,24) \$ par action, et 3,4 M\$, soit 0,04 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces résultats s'expliquent par les facteurs mentionnés précédemment combinés à la diminution des frais généraux, frais de vente et frais d'administration et des charges financières.

BAIIA et BAIIA ajusté

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Variation (%)	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	5 452	(7 192)	176 %	12 529	3 574	251 %
Secteur Matériaux écologiques	(7 074)	(9 050)	22 %	(2 006)	1 017	-297 %
Siège social	(2 017)	(4 232)	52 %	(4 047)	(8 198)	51 %
BAIIA¹	(3 639)	(20 474)	82 %	6 476	(3 607)	280 %
Secteur Matériaux électroniques	150	15 558	-99 %	150	15 558	-99 %
Secteur Matériaux écologiques	10 032	10 510	-5 %	10 032	10 510	-5 %
Dépréciation des stocks	10 182	26 068	-61 %	10 182	26 068	-61 %
Secteur Matériaux électroniques	5 602	8 366	-33 %	12 680	19 132	-34 %
Secteur Matériaux écologiques	2 958	1 460	103 %	8 025	11 527	-30 %
Siège social	(2 017)	(4 232)	52 %	(4 047)	(8 198)	51 %
BAIIA ajusté¹	6 543	5 594	17 %	16 658	22 461	-26 %

En raison du recul des prix des produits de base, dont il est question précédemment, et de la charge de dépréciation des stocks de 10,2 M\$, le BAIIA s'est établi à respectivement (3,6) M\$ et 6,5 M\$ au deuxième trimestre et au premier semestre de 2013, comparativement à (20,5) M\$ et (3,6) M\$ respectivement pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au deuxième trimestre de 2013, le BAIIA du secteur Matériaux électroniques s'est établi à 5,5 M\$ et celui du secteur Matériaux écologiques à (7,1) M\$, en hausse de respectivement 176 % et 22 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de 2013, le BAIIA du secteur Matériaux électroniques s'est établi à 12,5 M\$ et celui du secteur Matériaux écologiques à (2,0) M\$, par rapport à respectivement 3,6 M\$ et 1,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Compte non tenu des charges de dépréciation, le BAIIA ajusté s'est établi à 6,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013 et à 16,7 M\$ pour le premier semestre de 2013, contre respectivement 5,6 M\$ et 22,5 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les initiatives de réduction des coûts ont été contrebalancées par un niveau de rentabilité moins élevé associé au fait que les stocks reflètent leur valeur de réalisation réelle en raison de la tendance baissière des prix des produits de base sous-jacents. Le BAIIA a aussi subi les répercussions de la restructuration d'une partie de l'entreprise qui a fait l'objet d'un litige avec d'anciens actionnaires de MCP.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES		
	Deuxième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	82 681	92 797	116 364	32 672	40 435	37 379
Secteur Matériaux écologiques	70 596	73 493	72 618	66 952	78 455	76 090
Total	153 277	166 290	188 982	99 624	118 890	113 469

Au 30 juin 2013, le carnet de commandes avait baissé à 153,3 M\$, suivant la courbe annuelle de renouvellement attendue pour la plupart des contrats. Le carnet de commandes pour le secteur Matériaux électroniques s'élevait à 82,7 M\$, en baisse de 10,1 M\$ par rapport au trimestre précédent et de 33,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Le carnet de commandes pour le secteur Matériaux écologiques s'élevait à 70,6 M\$, en baisse de 2,9 M\$ par rapport au trimestre précédent et de 2,0 M\$ par rapport à l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre de 2013, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques se sont élevées à 32,7 M\$ par rapport à 37,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques se sont élevées à 67,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, par rapport à 76,1 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012. Ces diminutions à la fois des nouvelles commandes et du carnet de commandes s'expliquent principalement par la réduction des prix de vente moyens prévus tenant au recul des prix des produits de base sous-jacents pour les deux périodes considérées.

Charges

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Variation (%)	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012	Variation (%)
		\$	\$		\$	\$
Amortissement	2 298	5 183	-56 %	5 142	10 281	-50 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	10 150	11 551	-12 %	19 777	23 563	-16 %
Coûts du litige et coûts de restructuration	2 233	908	146 %	3 244	1 386	134 %
Charges financières	3 129	3 048	3 %	3 424	7 727	-56 %
Impôt sur le résultat	(392)	(7 551)	95 %	35	(5 830)	101 %
Total des charges	17 418	13 139	33 %	31 622	37 127	-15 %

Amortissement

En raison des moins-values liées aux immobilisations corporelles et incorporelles constatées en 2012, la dotation aux amortissements est en baisse et s'est établie à respectivement 2,3 M\$ et 5,1 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2013, par rapport à 5,2 M\$ et 10,3 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2013, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à respectivement 10,2 M\$ et 19,8 M\$, par rapport à 11,6 M\$ et 23,6 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce résultat reflète essentiellement la mise en œuvre réussie du programme de réduction des coûts de la Société.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant de respectivement 2,2 M\$ et 3,2 M\$ au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2013, se rapportant principalement aux honoraires juridiques liés aux poursuites judiciaires. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, la Société avait comptabilisé un montant de 0,9 M\$ lié à un incident ayant eu lieu sur l'un de ses sites aux États-Unis et un montant de 0,5 M\$ pour des coûts de cessation d'emploi.

Charges financières

Les charges financières sont demeurées relativement stables à 3,1 M\$ pour le trimestre, la diminution de l'intérêt sur la dette à long terme et des autres charges d'intérêts ayant été contrebalancée par des pertes de change et au titre des dérivés. Pour le premier semestre de 2013, les charges financières ont diminué de 4,3 M\$ pour s'établir à 3,4 M\$, par rapport à 7,7 M\$ pour le premier semestre de 2012, en raison d'un gain de change et au titre des dérivés de 1,7 M\$ comptabilisé au premier semestre de 2013, contre une perte de change et au titre des dérivés de 2,3 M\$ au premier semestre de 2012. L'augmentation des autres charges d'intérêts notée pour le premier semestre de 2013 s'explique principalement par la sortie du bilan des coûts de financement différés non amortis de 1,2 M\$, compris dans les charges financières associées à la facilité de crédit renouvelable.

À compter du 31 mars 2013, la facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang a été réduite à 100 M\$. La modification établit de nouvelles clauses restrictives pour l'exercice 2013 et maintient l'échéance initiale (août 2015). Le taux d'intérêt a été changé et dépend du ratio dette nette de premier rang/BAIIA de la Société, et peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 3,00 % à 4,50 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 2,00 % à 3,50 %. Des commissions d'engagement de 0,75 % à 1,125 % sont aussi versées sur la partie non utilisée. En tout temps, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée pour passer à 140 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

Impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2013 et le deuxième trimestre de 2012, les taux d'impôt effectifs ont été respectivement de -1 % et 25 %. La baisse du taux d'impôt effectif est attribuable au gain non récurrent de 45,2 M\$ découlant du règlement du prix d'acquisition de MCP.

Situation financière et sources de financement

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Variation (%)	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012	Variation (%)
Fonds provenant de l'exploitation ¹	\$ 1 560	\$ (407)	483 %	\$ 6 168	\$ 10 829	-43 %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	1 272	17 063	-93 %	7 516	44 034	-83 %
Activités opérationnelles	2 832	16 656	-83 %	13 684	54 863	-75 %
Activités d'investissement	(2 189)	31 910	-107 %	(4 775)	45 197	-111 %
Activités de financement	2 939	(49 890)	106 %	(3 101)	(118 366)	97 %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(315)	1 126	-128 %	145	703	-79 %
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 267	(198)	1750 %	5 953	(17 603)	134 %

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont été de 2,8 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013 et de 13,7 M\$ pour le premier semestre de 2013, par rapport à respectivement 16,7 M\$ et 54,9 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les flux plus importants générés au cours de l'exercice précédent s'expliquent principalement par la réduction importante des stocks.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 2,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013 et de 4,8 M\$ pour le premier semestre de 2013, par rapport à des flux de trésorerie de respectivement 31,9 M\$ et 45,2 M\$ générés par les activités d'investissement pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au premier semestre de 2012, les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement avaient été attribuables surtout à la diminution des placements temporaires par suite d'un remboursement d'emprunts en dollars de Hong Kong.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont élevés à 2,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 3,1 M\$ pour le premier semestre de 2013, et à des flux de trésorerie de respectivement 49,9 M\$ et 118,4 M\$ affectés aux activités de financement pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, associés à une diminution des montants empruntés sur la facilité de crédit multidevises renouvelable. Au premier semestre de 2012, la Société avait dégagé un montant de 38,6 M\$ grâce à l'émission de nouvelles actions et a diminué sa dette de 152,5 M\$.

Fonds de roulement

	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Stocks	178 106	170 293
Autres actifs courants	100 550	121 144
Passifs courants	(74 570)	(104 789)
Fonds de roulement ¹	204 086	186 648
Ratio du fonds de roulement ¹	3,74	2,78

L'augmentation du fonds de roulement est principalement attribuable à la diminution de la partie courante de la dette à long terme et des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi qu'à l'augmentation des stocks.

Dette nette

	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	9 985	8 014
Dette à long terme, y compris la partie courante	92 496	140 425
Total de la dette	102 481	148 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(17 823)	(11 892)
Dette nette¹	84 658	136 547

Au deuxième trimestre de 2013, la diminution de la dette totale et de la dette nette est principalement attribuable au gain non récurrent de 45,2 M\$ découlant du règlement du prix d'acquisition à la suite d'un accord conclu avec les anciens actionnaires de MCP. La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'élevait à 84,7 M\$ au 30 juin 2013, comparativement à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012. La Société a l'intention de continuer à diminuer sa dette en réduisant ses coûts et en abaissant son fonds de roulement, comme elle le fait depuis plusieurs mois.

Fonds provenant de l'exploitation

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	1 560	(407)	6 168	10 829
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 140)	(1 852)	(4 797)	(6 685)
Variation du fonds de roulement	1 272	18 028	7 516	44 034
Émission d'actions ordinaires	-	37 126	-	38 641
Règlement du prix d'acquisition	45 188	-	45 188	-
Autres	(4 727)	3 467	(2 186)	(2 021)
	39 593	56 769	45 721	73 969
Variation totale de la dette nette¹	41 153	56 362	51 889	84 798
Dette nette ¹ au début de la période	(125 811)	(232 139)	(136 547)	(260 575)
Dette nette¹ à la fin de la période	(84 658)	(175 777)	(84 658)	(175 777)

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 1,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, contre (0,4) M\$ pour le deuxième trimestre de 2012. La baisse enregistrée au premier semestre de 2013 découle principalement de l'affaiblissement des prix des métaux, entraînant une diminution des marges de profit.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

	Deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2012	Premier semestre de 2013	Premier semestre de 2012
Ratio dette nette ¹ sur BAIIA ajusté annualisé	3,23	7,86	2,54	3,91
Fonds provenant de l'exploitation ¹ annualisés sur la dette nette (%)	7,4	s. o.	14,6	12,3

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé s'est établi à 3,23 pour le deuxième trimestre de 2013 et à 2,54 pour le premier semestre de 2013. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés générés au cours des mêmes périodes ont représenté respectivement 7,4 % et 14,6 % de la dette nette de la Société.

Informations relatives aux actions

	Au 30 juillet 2013	Au 31 décembre 2012
Actions émises et en circulation	83 908 269	83 908 269
Options sur actions pouvant être émises	2 023 230	1 585 448
Bons de souscription pouvant être émis	6 451 807	6 451 807

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 30 juin 2013 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	9 985	10 628	-	-	-	10 628
Dettes fournisseurs et charges à payer	54 825	54 826	-	-	-	54 826
Instruments financiers dérivés	4 417	2 820	1 597	-	-	4 417
Dette à long terme	92 496	6 303	90 283	170	18	96 774
Total	161 723	74 577	91 880	170	18	166 645

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 30 juillet 2013, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, à l'exception des questions qui sont décrites à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Rapport de gestion

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours du premier semestre clos le 30 juin 2013, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Méthodes comptables et changements

Les méthodes comptables adoptées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités concordent avec celles de l'exercice précédent, à l'exception de ce qui suit :

Changements de méthodes comptables

La Société a adopté les modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, le 1^{er} janvier 2013. Selon ces modifications, la Société doit présenter les autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement dans le résultat net séparément de ceux qui ne seront pas reclassés. La Société a reclassé les éléments du résultat global de la période de comparaison. Ces modifications n'ont entraîné aucun ajustement des autres éléments du résultat global ou du résultat global.

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, la Société doit comptabiliser immédiatement tous les coûts des services passés et remplacer le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime par un montant d'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies. La Société a évalué ses conclusions au 1^{er} janvier 2013, et l'incidence de l'adoption de l'IAS 19 est présentée à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012.

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur les principes existants pour établir que le concept de contrôle est le facteur déterminant pour décider si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des indications supplémentaires sur l'application du principe du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. La Société a évalué ses conclusions sur le plan de la consolidation au 1^{er} janvier 2013, et l'incidence de l'adoption n'a entraîné aucun changement dans la consolidation de ses filiales et entités émettrices.

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, contient les obligations d'information concernant toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et autres entités structurées non consolidées. La Société a évalué ses obligations d'information au 1^{er} janvier 2013, et l'incidence de l'adoption de l'IFRS 12 n'a entraîné aucun changement dans les informations à fournir relativement à ses participations.

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur. L'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif est fondée sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer les prix de l'actif ou du passif dans les conditions du marché actuelles, en tenant compte des hypothèses sur les risques. La Société a adopté l'IFRS 13 le 1^{er} janvier 2013 de façon prospective. L'adoption de l'IFRS 13 n'a nécessité

aucun ajustement aux techniques d'évaluation utilisées par la Société pour déterminer la juste valeur et n'a donné lieu à aucun ajustement d'évaluation au 1^{er} janvier 2013.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 8, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des risques de gestion connexes, se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de 5N Plus pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012.

Risque de liquidité

En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives concernant les ratios financiers, y compris une limite de retrait maximale de 80 M\$ sur la facilité de crédit du 16 août 2013 au 15 février 2014. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société a préparé un BAIIA budgété et des estimations de flux de trésorerie qu'elle devra respecter. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses budgets sont raisonnables et que les clauses restrictives, y compris la limite de retrait maximale temporaire qui a été ajoutée à la facilité de crédit, ne devraient pas être enfreintes au cours des 12 prochains mois. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats prévus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2012 de 5N Plus daté du 28 mars 2013 et la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2013 et 2012. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet des commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges financières (produits financiers), l'impôt sur le résultat, l'amortissement, la dépréciation ou la reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation du goodwill, les coûts du litige et coûts de restructuration, les frais connexes à l'acquisition et le règlement du prix d'acquisition. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Rapport de gestion

Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales données financières trimestrielles

	2013		2012				31 décembre 2011	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T2	T1 (4 mois)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	112 637	118 389	128 620	120 744	140 076	162 235	149 423	242 289
BAIIA ¹	(3 639)	10 115	(18 121)	9 001	(20 474)	16 867	(26 278)	28 904
BAIIA ajusté ¹	6 543	10 115	6 395	9 001	5 594	16 867	7 135	30 281
Résultat net	34 281	5 538	(211 953)	1 275	(22 062)	4 891	(37 397)	14 933
Résultat de base par action	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$
Résultat dilué par action	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	34 185	5 371	(212 006)	1 218	(21 922)	4 972	(37 206)	15 565
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,41 \$	0,06 \$	(2,71) \$	0,02 \$	(0,29) \$	0,07 \$	(0,52) \$	0,22 \$
Résultat net ajusté ¹	959	6 296	(6 880)	648	(1 911)	5 250	(92)	15 965
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,01 \$	0,08 \$	(0,08) \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,07 \$	(0,01) \$	0,23 \$
Carnet de commandes ¹	153 277	166 290	165 790	162 323	188 982	215 588	223 177	212 264

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».